Alexis Fritche

La culture, ce fil ténu qui nous relie au monde

Le secteur culturel pèse dans l'économie française autant que l'agriculture, la sylviculture et la pêche réunies. Il coûte à la collectivité un peu plus de soixante centimes par jour et par habitant. Il est aussi l'un des plus éclatés du pays, l'un des moins syndiqués, et les cadres y arbitrent chaque semaine entre mission et moyens dans une solitude que beaucoup d'autres reconnaîtront. Ce que nous pouvons y apporter, et ce que nous avons à y gagner.

Alexis Fritche est secrétaire général de la CFDT-Culture et agent public au ministère de la Culture.

Une pièce chauffée où l'on entre sans payer

Il y a, dans presque chaque commune de ce pays, un endroit où l'on entre sans rien payer et sans avoir à se justifier. Une bibliothèque municipale. Une salle de conservatoire, le mercredi, où trente enfants cherchent ensemble le même morceau et finiront par le trouver. Le hall d'un théâtre un soir de répétition. Personne ne présente cela comme une conquête sociale. C'en est une pourtant, arrachée comme les autres, et fragile comme les autres. Quand un syndicaliste ouvre la bouche, on attend le mot contrat. Le contrat, la convention collective, la grille, l'ancienneté, le bulletin de paie. C'est notre langue et nous la

509.indd 46 26/10/2026 12:44:17

parlons bien. Qu'il parle de culture et l'on attend la même chose sous un autre habillage, un cahier de doléances, des crédits, des emplois. Tout cela existe et nous le portons. On ne nous prête guère d'autre partition, et il faut avouer que nous n'avons pas beaucoup travaillé à dissiper le malentendu. Mais un contrat de travail dit ce qu'une personne doit faire et ce qu'elle reçoit en échange. Il ne dit rien de ce qu'elle comprend du monde où elle travaille, ni de ce qui lui permet d'y tenir debout. C'est pourtant là aussi que se joue l'émancipation. L'accès à la culture figure dans le préambule de nos statuts, à côté de l'éducation. Ce n'est pas une clause décorative. C'est une promesse qui attend qu'on l'honore.

Dix-huit centimes

Dix-huit centimes. C'est ce que représente le budget du ministère de la Culture par jour et par habitant, soit 4,6 milliards d'euros en 2025 et huit dixièmes de pour cent du budget de l'État. Les collectivités font davantage, avec 10,7 milliards en 2023, l'équivalent de 157 euros par habitant. Quarante-trois centimes par jour. En tout, un peu plus de soixante centimes. Le prix d'un café tous les trois jours. Voilà l'ordre de grandeur de ce que l'on nous présente chaque automne comme un arbitrage déchirant.

Le secteur, lui, ne pèse pas rien : 49,5 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2023, 2 % de toute l'économie française, autant que l'agriculture, la sylviculture et la pêche réunies, qui en font 1,9 %. Personne n'a jamais demandé à ces métiers-là de prouver leur rentabilité avant d'avoir droit à une politique. Le premier financeur n'est d'ailleurs pas l'État. Ce sont les ménages, c'est-à-dire les salariés que nous représentons. 16,4 milliards d'euros en 2023 pour des livres, des places, des entrées, soit soixante-six centimes par jour et par personne, davantage que l'argent public. Avec les abonnements, les écrans et tout ce qui gravite autour, on approche 66 milliards, 3,3 % de ce qu'un ménage dépense dans l'année. Quand nous parlons de pouvoir d'achat, nous parlons de cela aussi, et nous n'en par-

Cette économie repose sur des cadres, et ils sont partout. Conservateurs du patrimoine, directeurs d'établissement, administrateurs de production, architectes, ingénieurs du son et de la lumière, responsables de médiation et cadres techniques.

509.indd 47 26/10/2026 12:44:17

lons presque jamais. Le tissu marchand va dans le même sens. 151 000 entreprises, près de 98 milliards de chiffre d'affaires dont 17 % à l'export. La France produit 19 % de la valeur ajoutée culturelle marchande européenne. Ce que nous appelons pudiquement « le rayonnement culturel de la France » figure aussi dans la balance commerciale.

Une multitude qui travaille seule

Près de huit entreprises culturelles sur dix n'ont aucun salarié. Aucun. Contre 65 % dans le reste de l'économie. À l'autre bout de la chaîne, un millième des entreprises réalise 54 % du chiffre d'affaires. Le secteur compte 258 600 non-salariés et près de 289 000 associations, presque un quart des associations françaises, dont beaucoup tiennent grâce à trois bénévoles et un tableur. Et en face, 10,3 % de salariés syndiqués dans ce pays. Une foule qui travaille seule, quelques groupes qui concentrent la valeur, presque personne entre les deux. On peut appeler cela un déséquilibre. On peut aussi l'appeler un terrain immense, laissé vacant.

Arbitrer entre la mission et les moyens

Cette économie repose sur des cadres, et ils sont partout. Conservateurs du patrimoine, directeurs d'établissement, administrateurs de production, architectes, ingénieurs du son et de la lumière, responsables de médiation et cadres techniques. Des femmes et des hommes qui tiennent, souvent seuls, le point exact où la mission rencontre le budget. Leur semaine ressemble à beaucoup d'autres. Ils traduisent vers le haut ce que le terrain remonte et vers le bas ce que l'institution décide, ils absorbent l'écart entre les deux, et personne ne mesure ce que cet amortissement leur coûte. La différence tient à ceci que dans la culture, l'écart porte un nom que tout le monde comprend. Une exposition qui ouvre ou qui n'ouvre pas. Une salle fermée le lundi faute d'agents. Un festival maintenu à condition de renoncer à la moitié de la programmation. L'arbitrage y est visible, et c'est ce qui le rend si lourd à porter. Beaucoup d'entre

509.indd 48 26/10/2026 12:44:17

nous, dans de tout autres métiers, y reconnaîtront leur propre semaine.

Ce que nous savons faire

Il existe dans ce pays une idée simple et têtue, née bien avant nous. Personne n'est trop pauvre, trop rural ou trop fatigué pour avoir droit à la connaissance. Elle porte un nom, l'éducation populaire, et elle est déjà la nôtre. Le syndicalisme a toujours été une école. On y apprend à lire un budget, à prendre la parole devant vingt personnes, à discuter un texte sans se laisser impressionner par celui qui l'a écrit. Chacun se souvient du jour où cela lui est arrivé, et du tremblement qui allait avec. Nous savons aussi construire du collectif là où le travail est en miettes. Quand quatre entreprises sur cinq n'ont pas un seul salarié, la négociation d'entreprise ne protège à peu près personne. Seule la branche protège, et c'est là que nous obtenons des textes qui s'appliquent à des dizaines de milliers de gens qui ne nous ont jamais rencontrés.

Il n'y aura pas de transition démocratique sans récit commun, pas de transition écologique sans imagination, pas de justice sociale sans mémoire.

Nous savons attacher les droits à la personne plutôt qu'au contrat. Des droits qui ne tombent pas entre deux engagements, une formation que l'on peut attraper quand la carrière est en morceaux, une protection sociale pour les non-salariés, les artistes-auteurs et les indépendants de fait qui n'ont jamais choisi de l'être. Cette bataille se gagne dans les branches culturelles et elle éclaire tout le reste, car ce que vivent aujourd'hui les travailleurs de la culture, d'autres métiers le vivront demain. Un laboratoire, pas une exception. Enfin, nous savons faire vivre les activités sociales et culturelles. Des milliers de nos élus siègent dans un comité social et économique, et ces comités y consacrent chaque année, selon les estimations disponibles, de l'ordre de quatre milliards d'euros. Presque le budget du Ministère. Cet argent est déjà dans nos mains. En faire une porte d'entrée plutôt qu'un catalogue de réductions ne dépend d'aucune loi de finances. Cela dépend de nous, et cela peut commencer lundi.

509.indd 49 26/10/2026 12:44:17

À nous de le décider

Nos combats culturels existent déjà, dans le spectacle vivant, l'enseignement artistique, le patrimoine, l'audiovisuel et le livre. Ils sont répartis entre plusieurs fédérations et cette richesse ne demande qu'à converger. Il ne nous manque ni la compétence ni les équipes, mais une parole commune. Elle se construit là où nous sommes. Dans une section qui inscrit l'accès à la culture parmi ses revendications ordinaires. Dans un comité qui en fait un axe plutôt qu'une liste de bons plans. Dans une équipe qui va chercher celles et ceux qui travaillent seuls. Rien de tout cela n'exige un mandat particulier. Cela exige une intention partagée.

En le faisant, nous dirions que l'émancipation ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise, que le droit de comprendre le monde prolonge celui de négocier ses conditions de travail, et que l'esprit critique est une compétence professionnelle autant qu'une vertu civique. Il n'y aura pas de transition démocratique sans récit commun, pas de transition écologique sans imagination, pas de justice sociale sans mémoire. Soixante centimes par jour et par personne, voilà ce que nous consacrons à tenir ce fil. Il tient encore. À nous de décider s'il tient longtemps.

Sources. Ministère de la Culture, DEPS, Chiffres clés 2025 de la culture et de la communication, juin 2026, pour le poids économique, l'emploi, les entreprises, les associations, la consommation des ménages et le financement public. Ministère de la Culture, DEPS, Chiffres clés 2024, pour la structure des entreprises culturelles et les taux d'exportation. Insee, comptes nationaux, pour la comparaison avec l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Dares Analyses n° 6, février 2023, pour le taux de syndicalisation. Le montant consacré par les comités sociaux et économiques aux activités sociales et culturelles est une estimation. Les montants par jour et par habitant sont calculés à partir de ces données et d'une population de 68,4 millions d'habitants.

509.indd 50 26/10/2026 12:44:17